

MARCHE DE FOURNTIURE

Marché N°

A	C	1	1	6	4	/	2	0	2	5
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Fourniture de matériels électriques pour le compte de la Cinémathèque
française

**Cahier des Clauses Particulières
(C.C.P)**

*Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la
commande publique.*

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 OBJET DU MARCHÉ	4
1.2 FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2. FORME DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION	4
2.1 FORME DU MARCHÉ	4
2.2 MODE DE PASSATION	4
2.3 MONTANT DU MARCHÉ	4
2.4 BONS DE COMMANDE	4
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 4. DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXÉCUTION	5
5.1 DESCRIPTION DES FOURNITURES	5
5.2 PLATEFORME DE COMMANDES	5
5.3 SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES	6
5.4 CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE	6
5.5 MODALITÉS DE LIVRAISON	6
5.6 DÉLAIS DE LIVRAISON	7
5.7 DÉLAIS D'URGENCE	7
5.8 PRIX PROMOTIONNELS	7
5.9 SUIVI DES CONSOMMATIONS	7
ARTICLE 6. PRIX	8
6.1 CONTENU DES PRIX	8
6.2 RÉGIME DES PRIX	8
6.2.1. PRIX FERMES	8
6.2.2. MOIS D'ÉTABLISSEMENT DES PRIX DU MARCHÉ	8
6.2.3. RÉVISION DES PRIX	8
6.2.4. VARIATION DES PRIX SUR CATALOGUE	9
6.2.5. CLAUSE DE SAUVEGARDE	9
ARTICLE 7. RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE – MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	9
7.1 RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE	9
7.2 AVANCE	9
7.3 PAIEMENT	9
7.3.1. ÉTABLISSEMENT DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
7.3.2. MODALITÉS DE PAIEMENT	10
ARTICLE 8. PÉNALITÉS ET RÉFACTION	11
8.1 DÉLAIS DE LIVRAISONS ET PÉNALITÉS DE RETARD	11

8.1.1. DELAIS DE LIVRAISON.....	11
8.1.2. PENALITES DE RETARD.....	11
8.2 REFACTION.....	11
ARTICLE 9. RETENUE DE GARANTIE.....	11
ARTICLE 10. VERIFICATION ET ADMISSION	11
10.1 VERIFICATION DES PRESTATIONS	11
10.2 ADMISSION, REJET ET DES FOURNITURES	11
<i>Décision d'admission</i>	<i>11</i>
<i>Rejet</i>	<i>12</i>
ARTICLE 11. ASSURANCE – RESPONSABILITE CIVILE.....	12
11.1 REPARATION DES DOMMAGES	12
11.2 JUSTIFICATIFS A PRODUIRE	12
ARTICLE 12. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL	12
ARTICLE 13. EXECUTION COMPLEMENTAIRE	13
ARTICLE 14. RESILIATION DU MARCHE	13
14.1 RESILIATION DU FAIT DE LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE	13
14.2 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE.....	13
14.3 AUTRES CAS DE RESILIATION	14
ARTICLE 15. REGLEMENT DES LITIGES.....	14

Article 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché multi attributaire a pour objet la fourniture de matériels électriques.

Deux candidats sont retenus, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.

En plus de la fourniture de matériels électrique courants forts/faibles et outillages, les titulaires doivent proposer, dans le cadre du tri-sélectif, une solution pour le traitement des lampes et matériels électriques et électroniques conformément au décret DEEE du 20 juillet 2005, codifié sous les articles R.543-172 à R.543-206 du code de l'environnement.

1.2 FONCTIONNEMENT DU MARCHÉ

Les prestations font l'objet de commandes notifiées au fur et à mesure des besoins.

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, même si leur exécution se prolonge au-delà du terme du marché.

Toute clause, portée dans le(s) catalogue(s)/tarif(s) du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite.

Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Article 2. FORME DU MARCHÉ ET MODE DE PASSATION

2.1 FORME DU MARCHÉ

Le présent accord cadre fait l'objet de bons de commande, au sens des articles R2162-4°1 et R. 2162-13 du Code de la commande publique. Il est multi attributaire au sens de l'article L2125-1 du code de la commande publique.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, la méthode « en cascade » sera utilisée, la Cinémathèque ferait appel en priorité aux titulaires les mieux-disants si le titulaire contacté ne pouvait répondre dans les délais exigés, le titulaire dont l'offre aurait été classée seconde sera appelé et ainsi de suite.

2.2 MODE DE PASSATION

Procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique.

2.3 MONTANT DU MARCHÉ

Montant minimum : 2 000 €HT annuel

Montant maximum : 60 000 €HT annuel

2.4 BONS DE COMMANDE

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande transmis par courrier électronique au titulaire du marché.

Le bon de commande précise :

- Le numéro du marché ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date de la commande ;
- La désignation de l'article commandé par référence au BPU et/ou au catalogue ;

- La quantité ;
- Le prix hors taxe par référence au BPU ;
- Le montant de la TVA ;
- Le montant TTC ;
- Le délai de livraison

Article 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du présent marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (A.E.),
- le cahier des clauses particulières (C.C.P.) et son annexe,
- le mémoire technique du titulaire
- le catalogue du candidat
- les bons de commande notifiés au fur et à mesure des besoins

Article 4. DUREE DU MARCHE

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un (1) an à compter de sa notification. Il est reconduit trois (3) fois annuellement par reconduction tacite, sans que sa durée ne puisse excéder le 31 décembre 2029.

Le titulaire ne peut pas refuser cette reconduction.

Dans le cas où la Cinémathèque Française ne souhaite pas reconduire le marché, elle en informe le titulaire de l'accord cadre par lettre recommandée avec accusé de réception trois (3) mois avant la fin de la période en cours

En outre, le marché peut être résilié dans les conditions définies à l'article « *résiliation* » du présent document.

Article 5. CONDITIONS D'EXECUTION

5.1 DESCRIPTION DES FOURNITURES

Le titulaire joint à son offre une liste exhaustive des produits pouvant être livrés (type et fabricant).

Les candidats rempliront obligatoirement l'annexe au CCP.

Après analyse des offres et avant décision, un chiffrage sur du matériel pouvant être fourni par les candidats sera demandé et ceci, au regard de l'annexe.

Les produits proposés sont de qualité pour une efficacité optimale.

Tous les articles peuvent être livrés à l'unité.

Les produits doivent être dans la mesure du possible Eco labellisés.

5.2 PLATEFORME DE COMMANDES

Le titulaire doit mettre à disposition gratuitement une plateforme électronique pour le traitement des commandes et la gestion des fournitures objet du présent marché.

Cette plate-forme doit permettre les fonctionnalités suivantes :

- Création de référentiels articles sur la base du Bordereau des Prix Unitaires et du catalogue du titulaire. Ce référentiel est validé expressément par le représentant de la Cinémathèque française avant la mise à disposition de la plateforme au gestionnaire de l'établissement.
- Création de plusieurs services,

- Création de différents profils par direction et/ou service (utilisateurs, valideurs, gestionnaires) par établissement,
- Création de demandes d'achat à partir du référentiel défini,
- Mise à disposition d'éléments statistiques à partir des demandes d'achats et des commandes (voir article relatif aux données statistiques du présent CCP),
- Suivi des commandes et des livraisons, suivi de réception des fournitures-

Cette plateforme servira pour les recherches de matériel, les demandes de devis seront faites par mail à l'interlocuteur dédié à la CINEMATHEQUE.

Le titulaire doit proposer, sans surcoût, des modules de formation pour les gestionnaires qui ont l'outil à leur disposition (administrateur, gestionnaire, valideur). A cet effet, il doit également fournir une documentation précise et un manuel d'utilisation de la plateforme.

5.3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Le candidat garantit que les matériels et fournitures du présent marché respectent les normes et spécifications techniques françaises et/ou européennes homologuées ou équivalentes, en vigueur à la date du marché.

Le titulaire devra prévoir également une assistance technique (en cas de besoin) afin d'assurer une bonne utilisation des produits, tout en assurant une mission de conseil.

Il s'engage également à assurer une qualité constante des produits. En cas de rupture de stock d'une référence, le titulaire s'engage à livrer le produit de qualité identique ou supérieure au prix du bordereau de prix unitaires dans les mêmes conditions de prix du produit initialement commandé.

Le titulaire s'engage à fournir du matériel spécifique aux collectivités et à une utilisation dédiée aux établissements recevant du public. A ce titre, le titulaire devra être en mesure de délivrer en cas de demande les procès-verbaux de réaction au feu du matériel livré.

5.4 CONDITIONNEMENT ET EMBALLAGE

Le titulaire apporte un soin particulier au conditionnement des fournitures, afin que celles-ci ne soient pas livrées endommagées.

Les consommables informatiques doivent être emballées individuellement.

L'emballage doit permettre une protection lumière et humidité (ensachage) et doit clairement mentionner les caractéristiques des cartouches.

5.5 MODALITES DE LIVRAISON

Les fournitures sont livrées à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française

Direction des bâtiments et de la sécurité

Rue Renoir (sonner à l'interphone, touche PC Sécurité et demander le service bâtiment)
75012 Paris

Les risques afférents à l'expédition et au transport des prestations jusqu'au lieu de livraison incombent au titulaire.

Les articles livrés défectueux doivent pouvoir être échangés. Ces échanges seront à la charge du titulaire.

Chaque livraison doit comporter un bon de livraison collé sur un des colis ou bien placé à l'intérieur de ce dernier. Dans le cas contraire, la Cinémathèque française se réserve le droit de ne pas accepter la livraison.

Les livraisons sont réalisées **obligatoirement de 9h00 à 16h du lundi au vendredi.**

Tout colis endommagé (humide, éventré, ouvert, bande adhésive de garantie déchirée...) est refusé.

Sauf cas urgent, une livraison devra se faire en une fois par bon de commande.

5.6 DELAIS DE LIVRAISON

Le délai de livraison est de 8 jours ouvré à compter de la date et heure de réception de la commande par le titulaire.

Le délai de livraison sur lequel s'engage le titulaire est fixé dans l'acte d'engagement par les candidats.

En cas de dépassement excessif de ce délai contractuel (supérieur à 10 jours), outre les pénalités de retard appliquées, et sauf cas de forces majeures (délai fabricant), la Cinémathèque française se réserve le droit d'annuler sa commande.

5.7 DELAIS D'URGENCE

En cas de nécessité impérieuse liée à un besoin urgent et imprévisible du pouvoir adjudicateur, un délai d'exécution spécifique peut être imposé au titulaire.

Cette situation est notifiée par écrit et justifiée dans le bon de commande.

Lorsque le bon de commande précise un délai d'urgence, celui-ci prévaut sur le délai standard défini dans l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à tout mettre en œuvre pour respecter ce délai réduit. Sauf disposition contraire dans le bon de commande, le délai d'urgence ne pourra être inférieur à 48 heures.

Le titulaire s'engage à mobiliser les moyens humains, matériels et logistiques nécessaires pour assurer l'exécution des prestations dans le délai d'urgence. En cas d'impossibilité manifeste, il doit immédiatement en informer la Cinémathèque, justifiant l'incapacité de respecter le délai demandé.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire par tout moyen permettant de garantir une réception rapide (courriel, téléphone, etc.), suivi d'une confirmation écrite, de la nécessité d'appliquer un délai d'urgence.

En cas de non-respect du délai d'urgence sans justification légitime, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer des pénalités prévues à l'article 8.

5.8 PRIX PROMOTIONNELS

Le titulaire du marché s'engage à faire connaître à la Cinémathèque française les articles promotionnels, à lui faire bénéficier de ces produits si ces derniers sont inférieurs à ceux de l'offre du présent marché.

Les quantités ainsi commandées en promotion sont réputées être imputées au marché.

5.9 SUIVI DES CONSOMMATIONS

Le titulaire doit désigner en début d'exécution du marché un correspondant qui sera en mesure, à tout moment, d'apporter des précisions ou des informations de quelque nature que ce soit objet du présent marché.

Le titulaire transmet le nom et le numéro de téléphone du correspondant désigné au responsable marchés.

Le titulaire doit être en mesure sur simple demande de transmettre sur support informatique un relevé semestriel et annuel des consommations faisant apparaître :

- les produits et si les produits font partie du bordereau de prix unitaire ou du catalogue complet,
- les quantités
- les prix.

Article 6. PRIX

6.1 CONTENU DES PRIX

Le prix des prestations hors TVA est établi à partir des prix définis dans le bordereau des prix unitaires (BPU) ou d'un devis spécifique lors d'une commande ponctuelle sur catalogue.

Les prix sont établis hors TVA et en tenant compte des diverses sujétions d'exécution. Ils sont réputés comprendre toutes les charges ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, l'emballage et transport jusqu'au lieu de livraison sans minimum facturable.

6.2 REGIME DES PRIX

Les prix sont des prix unitaires établis en euros.

Le libellé des prix unitaires est détaillé dans le bordereau de prix unitaires et dans le catalogue complet "prix publics".

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des fournitures sont réputées réglées par les stipulations suivantes :

6.2.1. Prix fermes

Le taux de remise consenti par le titulaire est ferme pour la durée totale du marché, reconductions comprises, et précisé à l'acte d'engagement

Les prix du BPU sont fermes pour la première année d'exécution du marché.

Les prix du BPU sont révisibles lors de la reconduction annuelle à la date anniversaire du marché.

6.2.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres, appelé "mois zéro".

6.2.3. Révision des prix

Les prix du BPU sont révisés annuellement à la date anniversaire du marché.

La révision s'effectue par application aux prix du marché (P) d'un coefficient de révision donné par la formule :

$$P = P_o \frac{0.20 + 0.80 \left[\frac{0.40 S}{S_o} + \frac{0.20 \frac{FDS1}{FDS1_o}}{FDS1_o} + \frac{0.20 \frac{CPF20.41}{CPF20.41_o}}{CPF20.41_o} + \frac{0.20 \frac{CPF 17.22}{CPF 17.22_o}}{CPF 17.22_o} \right]}{1}$$

Les prix du référentiel de prix de l'accord-cadre (prix plafonds) sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire, dit mois d'établissement des prix « Mo ».

Ces prix demeurent inchangés durant l'intégralité de la première année d'exécution, soit lors des 12 premiers mois qui suivent le mois de notification de l'accord-cadre.

Par la suite, ces prix sont révisibles annuellement au mois anniversaire de la notification de l'accord-cadre dit mois de révision des prix « Mr ».

Les prix plafonds sont révisés par application de la formule suivante :

$$Pr = P_o [0,30 + 0,70 (0,50 (Tr / To) + 0,50 (Ir / Io))]$$

Dans laquelle :

☐ Po et Pr désignent respectivement les prix en vigueur au « Mo » et au « Mr ».

☐ T désigne : Index du bâtiment - BT47 - Électricité- Base 2010. Identifiant INSEE : 001710979

☐ I désigne : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Electricité - Identifiant INSEE : 001710979

☐ L'indice « o » désigne la valeur de l'indice concerné au mois « Mo » ;

☐ L'indice « r » désigne la valeur connue de l'indice concerné au mois « Mr » de l'année considérée.

Les indices sont consultables sur le site : <http://www.insee.fr/fr/bases-de-donnees/>

Si l'un des indices de référence cessait d'être publié, il serait remplacé de plein droit par celui qui s'y substituerait, en appliquant le coefficient de raccordement établi à cet effet.

Les calculs intermédiaires et le coefficient applicable sont arrondis à 3 décimales :

- par défaut lorsque la 4ème décimale est comprise entre 0 et 4 ;

- par excès lorsque la 4ème décimale est comprise entre 5 et 9.

6.2.4. Variation des prix sur catalogue

La variation des prix HT du catalogue doit être justifiée par la parution d'un nouveau catalogue des prix publics fournisseur. A cet égard, le titulaire du marché en informe la Cinémathèque française dans un délai de quinze (15) jours à compter de sa parution.

En cas d'absence d'information, l'ancien tarif reste en vigueur et est applicable entre les parties, à savoir la Cinémathèque française et le titulaire du marché ce que ce dernier reconnaît expressément sans pouvoir élever la moindre réclamation de quelque nature que ce soit envers la Cinémathèque française.

Le taux de remise demeure invariable pendant toute la durée du marché.

6.2.5. Clause de sauvegarde

La Cinémathèque française se réserve le droit de résilier, sans indemnité, avec un préavis de huit jours, le marché à la date du changement de tarif lorsque ce changement conduit à une augmentation moyenne de plus de **3 %** du prix des fournitures par rapport au premier tarif, sur la durée du marché, toutes reconductions comprises.

Article 7. REMUNERATION DU TITULAIRE – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

7.1 REMUNERATION DU TITULAIRE

Chaque bon de commande fait l'objet d'un règlement unique.

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires aux quantités réellement livrées.

Ce montant est soumis à l'approbation du représentant du pouvoir adjudicateur, qui accepte, rectifie ou complète la facture en y faisant apparaître éventuellement les pénalités définies à l'article 8 du présent document :

7.2 AVANCE

Sans objet.

7.3 PAIEMENT

7.3.1. Etablissement des demandes de paiement

La demande de paiement est à adresser à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française
Service de la Comptabilité
51 rue de Bercy

Elle est établie en un exemplaire portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel indiqué au marché ;
- le numéro et la date du marché,
- le numéro de l'ordre de service ou du bon de commande, le cas échéant,
- la nature et la quantité des prestations,
- les délais de réalisation,
- le prix total HT, le montant de la TVA et le prix TTC

7.3.2. Modalités de paiement

En application des dispositions de la loi Pacte du 22 mai 2019 et ses textes d'application, notamment le décret du 18 juillet 2019 les demandes de paiement doivent être envoyées par voie électronique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Lors de l'émission de la commande, La Cinémathèque française vous communiquera le numéro SIRET et le numéro d'engagement. Ces éléments sont à reporter lors du dépôt de la facture sur le portail chorus.

Lorsque le titulaire remet à l'acheteur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date de l'accord-cadre et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° SIRET et adresse du créancier, la date d'émission et le numéro de la demande de paiement ;
- la référence d'engagement communiquée par le service prescripteur ;
- le numéro de compte bancaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les prestations exécutées, telles que définies dans le bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations de l'accord-cadre ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Article 8. PENALITES ET REFACTION

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation du retard par la Cinémathèque française.

8.1 DELAIS DE LIVRAISONS ET PENALITES DE RETARD

8.1.1. Délais de livraison

Le délai de livraison des ouvrages est fixé à chaque bon de commande conformément aux stipulations de l'article 5.6 du présent C.C.P.

Le titulaire s'engage à livrer les fournitures commandées dans le délai qu'il a indiqué dans l'acte d'engagement

8.1.2. Pénalités de retard

Les pénalités de retard sont dues dès que le délai de livraison sur lequel le titulaire s'est engagé à l'acte d'engagement est dépassé.

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100€ HT par jour ouvré de retard.

Ces pénalités ne sont pas appliquées dans les cas suivants :

- ruptures de stock du fabricant
- commandes spéciales dues à la spécificité du produit commandé.

8.2 REFACTION

En cas de non-respect de la commande (spécifications techniques, qualité) le titulaire encourt une réfaction de 20 % du montant hors taxes de la prestation concernée.

Article 9. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

Article 10. VERIFICATION ET ADMISSION

10.1 VERIFICATION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification sont effectuées par l'émetteur du bon de commande.

Les opérations de vérification ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bon de commande, ainsi que de contrôler la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché.

10.2 ADMISSION, REJET ET DES FOURNITURES

Décision d'admission

A l'issue des opérations de vérification, la Cinémathèque française prend une décision expresse d'admission, ou de rejet.

Passé un délai de quinze jours à compter de la réception des prestations, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

Rejet

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que les fournitures ne peuvent être admises en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur, aux frais du titulaire.

Article 11. ASSURANCE – RESPONSABILITE CIVILE

11.1 REPARATION DES DOMMAGES

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens de la Cinémathèque française par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par la Cinémathèque française, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de la Cinémathèque française.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute de la Cinémathèque française, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit la Cinémathèque française contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

11.2 JUSTIFICATIFS A PRODUIRE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de la Cinémathèque française et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 12. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL ILLEGAL

Le titulaire déclare, sous peine de résiliation de plein droit du marché à ses torts exclusifs:

- que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 3243-1, L. 3243-2, L. 3243-4, L. 3252-6, R. 3252-11, R. 3252-12, L. 1221-13, L. 1221-15, L. 1221-10 du code du travail.
- s'acquitter de leurs obligations au regard des articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail réprimant le travail clandestin.

A ce titre le titulaire fournit à la Cinémathèque française, tous les six (6) mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de son exécution, les documents énumérés aux articles D.8222-5 (si le titulaire est établi en France) ou D.8223-8 et D.8223-7 (si le titulaire est établi à l'étranger) du code du travail.

Le titulaire s'engage à obtenir les mêmes déclarations de la part de leurs sous-traitants éventuels.

Le Titulaire devra adresser tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents cités ci-dessus, à l'adresse suivante :

La Cinémathèque française

Service des Marchés

51 rue de Bercy

75012 Paris

En cas de non remise des documents mentionnés ci-dessus, le pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier par courrier recommandé avec accusé de réception le présent marché aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

La résiliation peut, le cas échéant, être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

Article 13. EXECUTION COMPLEMENTAIRE

Les éventuelles commandes complémentaires au marché s'exécutent selon les dispositions du présent Cahier des charges et conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

Article 14. RESILIATION DU MARCHE

14.1 RESILIATION DU FAIT DE LA CINEMATHEQUE FRANÇAISE

Lorsque la Cinémathèque Française résilie le marché, en tout ou partie, sans qu'il y ait faute du titulaire et en dehors des cas prévus à l'article « autres cas de résiliation », elle n'est pas tenue de justifier sa décision. Elle délivre une pièce écrite attestant que la résiliation du marché n'est pas motivée par une faute du titulaire, si ce dernier le demande.

La résiliation n'ouvre droit à aucune indemnité.

14.2 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

La Cinémathèque française peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ;

La Cinémathèque française peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable :

- Le titulaire ne fournit pas l'ensemble des documents mentionnés à l'article « *lutte contre le travail illégal* » du présent document,
- En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-3 et R2143-4 du Code de la commande publique.
- Lorsque le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure ;
- Lorsque le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux ;

La décision de résiliation doit préciser que cette dernière est prononcée aux torts du titulaire.

Le décompte de liquidation comprend :

a) Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif et de solde ;
- la valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise de moyens que la Cinémathèque française cède à l'amiable au titulaire ;
- le montant des pénalités ;

b) Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues, y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;

14.3 AUTRES CAS DE RESILIATION

Décès ou incapacité civile :

En cas de décès ou d'incapacité civile du titulaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si la Cinémathèque française accepte la continuation du marché par les ayants droit, le tuteur ou le curateur.

La résiliation, ainsi prononcée, prend effet à la date du décès ou de l'incapacité civile.

Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire :

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le marché peut être résilié dans les conditions prévues par la loi no 85-98 du 25 janvier 1985 modifiée.

Impossibilité physique :

La Cinémathèque française peut résilier le marché en cas d'impossibilité physique durable et manifeste pour le titulaire de remplir ses obligations.

Difficultés techniques :

Si le titulaire rencontre au cours du marché des difficultés techniques imprévisibles dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché, il peut en demander la résiliation.

Force majeure :

Lorsque le titulaire justifie être dans l'impossibilité d'exécuter son marché par cas de force majeure, il peut en demander la résiliation.

Article 15. REGLEMENT DES LITIGES

Le Tribunal judiciaire de Paris est seul compétent pour connaître des litiges qui naîtraient de l'exécution du présent marché.